



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES COTES D'ARMOR

Préfecture

Direction des relations avec les collectivités territoriales

Bureau du développement durable

**Arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires  
pour l'exploitation d'un pilote de traitement par hydrolise et distillation du combioval  
Société FERTIVAL à Lamballe**

le Préfet des Côtes d'Armor

VU le code de l'environnement et ses annexes ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 février 2008 autorisant la société FERTIVAL à exploiter ses installations de traitement de déchets non dangereux sur la commune de Lamballe ;

VU le dossier transmis par la société FERTIVAL le 3 mars 2017 à l'inspection des installations classées, concernant l'exploitation d'un pilote de traitement du combioval régulièrement produit sur le site ;

VU le courrier préfectoral du 2 août 2017 relatif aux compléments à fournir dans le cadre de l'instruction de la demande transmise le 3 mars 2017 par la société FERTIVAL implantée à Lamballe ;

VU le dossier complémentaire transmis par la société FERTIVAL le 6 octobre 2017 à monsieur le Préfet des Côtes d'Armor ;

VU le rapport de l'inspection en date du 2 février 2018 sur le projet susvisé ;

VU le courrier du 2 février 2018 adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant afin de lui communiquer le projet d'arrêté concernant l'exploitation d'un pilote de traitement du combioval ;

VU la réponse adressée le 13 février 2018 par l'exploitant à l'inspection des installations classées sur le projet d'arrêté susvisé ;

CONSIDERANT que les installations projetées par la société FERTIVAL à Lamballe sont susceptibles d'être à l'origine d'un impact supplémentaire sur l'environnement dans la mesure où elles vont générer des déchets et effluents ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'est pas en mesure de caractériser à posteriori l'impact de l'installation sur l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande concerne l'exploitation d'une installation en phase d'expérimentation ;

CONSIDERANT que pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement, il est nécessaire d'imposer une surveillance des émissions de l'installation en phase d'expérimentation ;

CONSIDERANT que l'article R181-45 du code de l'environnement prévoit que des mesures additionnelles peuvent être fixées par arrêté complémentaire pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de préfecture des Côtes d'Armor :

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup> : Bénéficiaire de l'autorisation**

La société FERTIVAL exploitant son activité dans la ZI Beausoleil à Lamballe est autorisée pendant une durée n'excédant pas un an, à exploiter une installation pilote de traitement du combioval, sous réserve du respect des dispositions sus-mentionnées.

Au terme échu, afin de poursuivre l'exploitation de l'installation, le pétitionnaire doit déposer une actualisation de la demande comprenant au minimum:

- un descriptif à jour des installations,

- une évaluation des impacts de l'activité au regard de la période d'expérimentation,
- un schéma de principe détaillé du procédé de fabrication (permettant de localiser les vannes, pompes, différentes cuves, mesures de sécurité, capteurs...),
- une réponse actualisée à l'ensemble des éléments demandés par courrier préfectoral du 2 août 2017, et une caractérisation plus développée des nuisances sonores (étude prospective ou mesures en phase expérimentale).

#### Article 2 : Nature des installations

Les installations exploitées sont constituées:

- d'une unité d'hydrolyse,
- d'une unité de séparation de phase,
- d'une installations de distillation.

#### Article 3 : Analyse du combioval

Durant la période d'expérimentation, l'exploitant procède à la caractérisation complète du déchet à traiter "combioval brut" et du déchet traité correspondant "combioval 2", lors d'une phase de fonctionnement comparable à la situation projetée.

Ces analyses portent au minimum sur les paramètres suivants:

- débit
- teneur en phosphore total,
- Cadmium,
- aluminium,
- chrome,
- cuivre,
- étain,
- fer,
- dioxines furanes.
- eau,
- teneur en azote global,
- manganèse,
- mercure ,
- nickel,
- plomb,
- zinc,
- composés chlorés,

Les résultats d'analyse sont transmis dans le rapport de fin d'exploitation du pilote, exigé à l'article 6 du présent arrêté.

#### Article 4 : Surveillance durant la phase expérimentale

L'exploitant procède au suivi des paramètres suivants pertinents pour appréhender l'impact de l'activité en matière d'effluents et de déchets, lors d'une phase de fonctionnement comparable à la situation projetée.

Paramètres de suivi	Période 1	Période 2	Période 3
Quantité de combioval brut traitée en kg			
Quantité d'eau osmosée consommée pour l'hydrolyse en m <sup>3</sup>			
Quantité d'acide sulfurique consommé pour l'hydrolyse en kg			
Quantité d'eau recyclée dans l'installation d'hydrolyse en m <sup>3</sup>			
Quantité d'eaux usées traitée à l'extérieur du site			
Quantité de combioval 2 produite en kg à l'issue de la distillation			
Quantité de combioval 2 traitée dans l'oxydeur thermique en kg			
Quantité de graisses issues de la séparation de phase en			

Paramètres de suivi	Période 1	Période 2	Période 3
kg			
Quantité de sédiments issus de la séparation de phase en kg			

#### Article 5 : Effluents aqueux

Les effluents aqueux issus de l'unité de traitement :

- ne seront pas traités dans la station d'épuration de la COOPERL,
- seront traités par une installation autorisée à cet effet.

Dans un délai de un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection les coordonnées de l'installation dans laquelle est prévue le traitement des effluents aqueux.

Les éléments justifiant leur prise en charge par l'installation précitée sont également communiqués à l'inspection.

Durant la période d'expérimentation, les effluents aqueux qui ne sont pas recyclés dans l'installation d'hydrolyse font l'objet d'analyse pour chacune des périodes présentées à l'article 4 du présent arrêté.

Ces analyses portent au minimum sur les paramètres suivants:

- débit
- MES,
- teneur en phosphore total,
- Cadmium,
- fer,
- chrome,
- DCO/DBO5,
- Ph,
- teneur en azote global,
- plomb,
- mercure,
- nickel

Les résultats d'analyse sont transmis dans le rapport de fin d'exploitation du pilote, exigé à l'article 6 du présent arrêté.

#### Article 6 : Rapport de fin d'exploitation du pilote

A l'issue de la phase expérimentale, l'exploitant devra transmettre à l'inspection un rapport présentant les éléments suivants :

- un récapitulatif du suivi des paramètres suivis sur 4 périodes pertinentes imposé à l'article 4 du présent ,
- une interprétation des données suivies,
- une description des difficultés techniques notables rencontrées dans le cadre du fonctionnement ou de la prévention des impacts environnementaux,
- les résultats des analyses exigées aux articles 5 et 3 du présent arrêté.

#### Article 7 :Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de Lamballe pour y être conservée et pourra y être consultée ;

2° Cet arrêté sera affiché à la mairie de Lamballe pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité étant dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Côtes d'Armor pendant une durée minimale d'un mois ;

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### Article 8 : délais et voies de recours

En application de l'article L514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;

- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### Article 9 : Exécution

La Secrétaire générale de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée au maire de Lamballe ainsi qu'à l'exploitant.

Saint-Brieuc, le **16 MARS 2018**

Le préfet

~~Pour le Préfet,~~  
~~Le Sous-Préfet,~~  
~~Directeur de Cabinet~~  
**Franck LEON**